

L'INDICATEUR 85 Trimestriel

Tableau de bord économique du département de la Vendée

Après le rebond de l'année 2010, les économies avancées se trouvent de nouveau aux portes de la récession



L'envolée des prix des matières premières induite par la forte expansion des pays émergents, puis l'effondrement des marchés boursiers provoqué par la crise des dettes souveraines, semblent avoir sérieusement mis à mal la reprise économique mondiale. Principales victimes de cette dégradation de la conjoncture, les États développés sont confrontés, depuis quelques mois déjà, à un très net ralentissement, pour ne pas dire une quasi-stagnation, du niveau de leur activité. Devant la menace croissante de défaut d'une ou de plusieurs nations surendettées, les gouvernements de la zone euro ont enfin commencé à adopter des mesures, notamment à travers la mise en œuvre de politiques d'austérité qui visent à rétablir progressivement la confiance, mais qui posent également de sérieuses hypothèques sur les chances d'une relance rapide de l'activité.

Focalisée jusqu'à présent sur les difficultés de la zone euro, l'attention des marchés pourrait prochainement se reporter sur les États-Unis qui sont, eux aussi, face à un double problème d'explosion de leur déficit public et de nette dégradation de leurs perspectives de croissance. Ces nombreux facteurs d'incertitudes qui entourent actuellement le contexte économique mondial et l'absence totale de supports sur lesquels semble pouvoir s'appuyer une éventuelle reprise de l'activité font de plus en plus craindre que les pays avancés ne s'apprentent à effectuer une traversée du désert qui pourrait être plus ou moins longue. Sans faire preuve d'un excès de pessimisme, il est donc désormais fortement probable qu'il faille se préparer à faire face, de nouveau, à une conjoncture économique extrêmement difficile durant les mois à venir.

Wilfrid Montassier
Président de Vendée Expansion

INTERNATIONAL

La croissance mondiale s'effrite devant les tensions inflationnistes et la crise des dettes souveraines

Le début de ralentissement de l'économie mondiale, qui avait été observé sur les premiers mois de 2011, s'est nettement amplifié au cours du deuxième trimestre. La dégradation du climat des affaires a été particulièrement marquée dans les pays avancés où le niveau global de l'activité a quasiment stagné (+0,1 %). Des États-Unis à la zone euro, en passant par le Royaume-Uni, toutes les grandes puissances de la planète ont souffert, durant cette période, d'une importante baisse de régime de la consommation des ménages, cette dernière résultant, d'une part, de la poussée de l'inflation liée à l'envolée du cours des matières premières, et d'autre part, des mesures d'austérité qui se sont multipliées dans la plupart des pays. A cela, sont venus s'ajouter les mauvais résultats du Japon qui a enregistré un recul de son PIB (-0,5 %), pour le troisième trimestre consécutif, sous les effets conjoints des perturbations induites par le séisme du mois de mars dernier et de l'augmentation de la valeur du Yen freinant les exportations.

Le faible dynamisme des économies avancées a fortement pesé sur l'évolution du commerce mondial, qui a, par ailleurs, souffert d'un affaiblissement des importations des pays émergents. La demande des nations nouvellement industrialisées s'est, en effet, sensiblement ralentie sous la contrainte d'une accentuation du resserrement des politiques monétaires

mis en œuvre pour lutter contre les tensions inflationnistes. Malgré l'adoption de ces mesures restrictives, la croissance des grands leaders comme la Chine ou l'Inde a, tout de même, continué de faire preuve d'une belle résistance, et ce, notamment grâce à la très bonne tenue de leurs exportations.

Les principales contraintes qui ont pesé sur le climat des affaires, durant le printemps dernier, devraient nettement se desserrer sur la seconde moitié de l'année 2011. Cependant, malgré la baisse espérée du prix des matières premières et la fin attendue des effets du séisme japonais, l'activité ne devrait pas repartir pour autant. La chute des marchés boursiers et la déstabilisation du système financier, survenues durant l'été en lien avec la crise des dettes souveraines, ont contribué à développer un climat d'incertitude qui bouleverse radicalement les perspectives économiques à court et moyen termes. La croissance devrait ainsi restée assez faible dans l'ensemble des pays avancés jusqu'à la fin de l'année, mais également en 2012. Après le nouveau choc que nous venons de connaître, la convalescence des états les plus riches de la planète devrait, en effet, être assez longue car, contrairement à la précédente crise de 2008, la plupart d'entre eux n'ont aujourd'hui plus les moyens d'engager des plans de relance de grande envergure. Du côté des pays

émergents enfin, la nécessité de contenir les tensions inflationnistes continuera de ralentir un peu la croissance, mais l'activité devrait, tout de même, rester assez dynamique.

PIB des principales économies mondiales

Sources : Eurostat - FMI.

	T1 2011	T2 2011	2011 ^P	2012 ^P
Economies avancées	+0,4 %	+0,1 %	+1,6 %	+1,9 %
Etats-Unis	+0,1 %	+0,3 %	+1,5 %	+1,8 %
Japon	-0,9 %	-0,5 %	-0,5 %	+2,3 %
Royaume-Uni	+0,4 %	+0,1 %	+1,1 %	+1,6 %
Zone euro	+0,8 %	+0,2 %	+1,6 %	+1,1 %
Allemagne	+1,3 %	+0,1 %	+2,7 %	+1,3 %
France	+0,9 %	0,0 %	+1,7 %	+1,4 %
Italie	+0,2 %	+0,3 %	+0,6 %	+0,3 %
Espagne	+0,4 %	+0,2 %	+0,8 %	+1,1 %

P : Prévisions.

A l'instar de la plupart des pays développés, la France fait face à un net ralentissement de l'activité et à des perspectives de croissance très dégradées

Dans un contexte de très net ralentissement de la croissance mondiale, la France a connu, au même titre que l'Allemagne, un deuxième trimestre 2011 assez difficile, qui a été marqué par une stagnation de l'activité (soit 0 % au 2^{ème} trimestre, après +0,9 % au 1^{er}). Cette importante baisse de régime de l'économie hexagonale a résulté, comme Outre Rhin, d'une vive dégradation de la demande interne (avec une contribution négative de -0,3 % à l'évolution du PIB). Cette dernière a été pénalisée par une forte diminution de la consommation des ménages (-0,7 %), les dépenses d'investissement des entreprises et des particuliers ayant, pour leur part, enregistré une évolution positive (respectivement +0,3 % et +1,3 %). Les mauvais chiffres de la contribution intérieure ont été compensés par une amélioration sensible des résultats de la balance commerciale (avec une contribution de +0,3 % à la croissance du PIB) due à une importante réduction des importations (-0,9 %). Les variations de stocks n'ont, quant à elles, pas eu d'influence sur la tenue de la croissance puisque leur niveau est resté globalement stable.

Outre l'arrêt brutal de la reprise, l'actualité économique du deuxième trimestre a également été marquée par une dégradation de la situation du marché du travail. Après avoir connu un mouvement d'accélération en début d'année (+0,3 %), le rythme des créations de postes a, en effet, de nouveau, ralenti au cours du printemps dernier (+0,2 %). Ce ré-

sultat est la conséquence directe d'une diminution des performances du secteur tertiaire (+0,3 % au 2^{ème} trimestre, après +0,5 % au 1^{er}), qui a, toutefois, été, en partie, compensée par une reprise de l'emploi dans la construction (+0,2 % au 2^{ème} trimestre, après 0 % au 1^{er}), les effectifs de l'industrie étant, pour leur part, restés orientés à la baisse (-0,1 %). Du côté du chômage, la tendance ne s'est pas non plus montrée au beau fixe. Le nombre de personnes à la recherche d'un travail est reparti assez nettement à la hausse (+1,5 % au 2^{ème} trimestre, après -1,6 % au 1^{er}), cette évolution conduisant, au final, à effacer les effets du mouvement de recul qui avait été enregistré au cours du premier trimestre.

Face à un contexte international qui devrait encore rester marqué par les tensions et l'instabilité, le climat des affaires ne devrait pas connaître d'amélioration notable sur le deuxième semestre 2011. L'activité pourrait, certes, bénéficier d'une légère reprise durant le troisième trimestre (+0,3 % selon les estimations de l'INSEE) grâce à un rebond technique de la consommation, mais ce phénomène devrait présenter un caractère très éphémère. Faute d'un soutien suffisant des dépenses des ménages, lié en partie à la mauvaise tenue attendue du marché de l'emploi, la demande intérieure devrait à nouveau stagner sur les trois derniers mois de l'année et avec elle l'activité économique dans son ensemble.

PAYS DE LA LOIRE

L'économie ligérienne connaît un début de ralentissement

Après avoir débuté l'année 2011 sous de bons auspices, l'économie ligérienne a sensiblement marqué le pas au cours du deuxième trimestre. Cette baisse de régime s'est manifestée par un ralentissement significatif de l'activité (soit une hausse du chiffre d'affaires des entreprises de +1,5 % au 2^{ème} trimestre, après +3,4 % au 1^{er}) qui incombe, de manière exclusive, à un important recul des carnets de commandes des entreprises de services (-10,4 %), les autres grands secteurs ayant, à l'inverse, enregistré une accélération de leurs ventes (soit +3,6 % pour la construction, +5,2 % pour le commerce et +8,2 % pour l'industrie). Outre ce phénomène, l'altération du climat des affaires régional s'est également exprimée à travers une baisse notable des exportations (-3,9 %) et des créations d'entreprises (-7,0 %). Dans ce tableau d'ensemble plutôt maussade, la bonne tenue des investissements productifs (+2,6 %) est, tout de même, venue apporter une note positive.

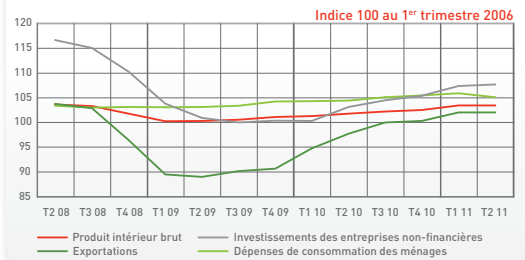
Du côté du marché du travail, les résultats, qui ont été enregistrés lors du printemps dernier, ne sont pas non plus très favorables. Dans la continuité de la tendance observée en début d'année, les effectifs salariés des Pays de la Loire se sont, à nouveau, inscrits à la baisse durant le deuxième trimestre (-0,2 %, après -0,3 % au 1^{er} trimestre), et ce, dans l'ensemble des grands secteurs de l'économie (avec -0,1 % dans le tertiaire,

-0,3 % dans la construction et -0,5 % dans l'industrie). Cette aggravation de la dégradation de la situation de l'emploi a été accompagnée d'une remontée du nombre des chômeurs recensés dans la région, pour la première fois depuis l'été 2010 (+1,9 %). Pour autant, le poids des personnes à la recherche d'un travail a, tout de même, sensiblement diminué (7,8 % à la fin du 2^{ème} trimestre, contre 8,0 % à la fin du 1^{er}) du fait d'une évolution favorable de la population active.

Le ralentissement de l'activité économique et les mauvaises conditions de l'emploi n'ont apparemment pas affecté la consommation des ménages ligériens. L'évolution des collectes de TVA montre, bien au contraire, que les dépenses courantes des habitants de la région ont connu un important rebond sur le deuxième trimestre (+4,6 %, après +0,3 % au 1^{er} trimestre), alors même que la période a été marquée par une forte diminution des achats de voitures neuves (-21,0 %). Du côté de la demande de la construction de logements, la situation est, en revanche, restée assez nettement déprimée. Le nombre des mises en chantier a, en effet, connu un nouveau mouvement de repli (-8,0 %) qui vient faire suite à la baisse conséquente déjà mesurée en début d'année (-13,1 %).

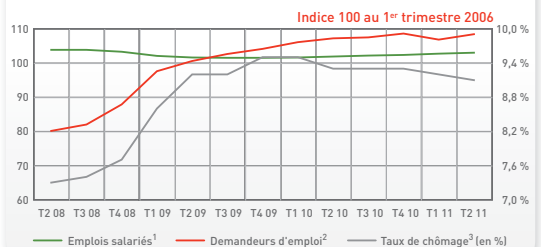
PIB et ses principales composantes

Source : INSEE (Comptes nationaux).



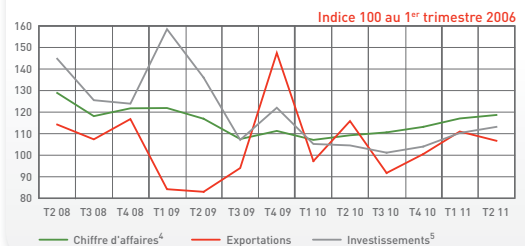
Emploi et marché du travail

Sources : Pôle Emploi National - STMT - DARES - INSEE.



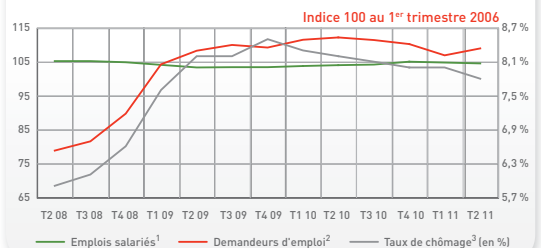
Activité des entreprises

Sources : Direction Générale des Impôts - Direction Générale des Douanes.



Emploi et marché du travail

Sources : Pôle Emploi Pays de la Loire - DIRECCTE Pays de la Loire - INSEE.



Les premiers signes d'un ralentissement de l'activité commencent à apparaître en dépit de la très bonne tenue des résultats des ventes des entreprises

L'activité économique enregistre un bon remarquable

Contrairement à la tendance nationale, l'économie vendéenne a continué de bénéficier d'une conjoncture très favorable durant le deuxième trimestre 2011. Après le rebond notable qui avait été mesuré en début d'année (+2,3 %), l'activité globale des entreprises du département s'est, à nouveau, nettement intensifiée au cours du printemps dernier (+6,9 %). Cette bonne tenue du climat des affaires a été portée par les excellents résultats des secteurs de l'industrie, de la construction et du commerce, qui ont, tous trois, enregistré une importante progression de leurs carnets de commandes (respectivement +13,2 %, +9,5 % et +10,0 %). A l'inverse, la branche des services, qui avait largement soutenu la croissance sur le premier trimestre, a vu le montant de ses ventes s'inscrire en forte baisse lors des trois mois qui ont suivi.

Les autres indicateurs qui témoignent de l'évolution du climat des affaires à l'intérieur du territoire vendéen présentent des résultats assez disparates. Le deuxième trimestre a ainsi été marqué par un important rebond des investissements productifs (+22,2 %) qui vient faire suite au mouvement de fort recul observé sur le début d'exercice (-17,9 %). Après avoir retrouvé le chemin de la croissance sur les trois premiers mois de l'année (+5,9 %), la création d'entreprises est, en revanche, nettement repartie à la baisse lors du printemps (-9,3 %). Les exportations ont, quant à elles, continué de progresser au cours de cette même période (+3,6 %), mais sur un rythme beaucoup plus modéré que pendant le premier trimestre (+27,4 %).

La dégradation de la situation de l'emploi et du chômage laisse présager un retournement du climat des affaires

Si l'évolution du chiffre d'affaires des entreprises donne l'impression que l'économie vendéenne a globalement bien résisté au mouvement de ralentissement de l'activité qui a frappé la France et l'ensemble de l'Europe durant le deuxième trimestre 2011, les résultats en provenance du marché du travail procurent, pour leur part, plutôt le sentiment inverse. La situation de l'emploi s'est, en effet, assez sérieusement dégradée, au cours du printemps dernier (avec une baisse de 0,7 % des effectifs salariés du secteur marchand sur le 2^{ème} trimestre, après une hausse de 0,1 % au 1^{er}), ce qui laisse penser que, malgré la bonne tenue apparente du climat des affaires, l'appréciation des chefs d'entreprises du département concernant l'évolution future de la demande s'est nettement détériorée. Ce mouvement de réduction des effectifs a fortement affecté les secteurs des services (-0,7 %) et de l'industrie (-0,7 %), la construction s'étant, en revanche, distinguée en affichant une augmentation significative de sa masse salariale (+0,2 %).

Sur le front du chômage, les résultats qui ont été enregistrés lors du deuxième trimestre sont également loin d'être favorables. Alors

qu'il était en baisse depuis l'été 2010, le nombre des demandeurs d'emploi recensés sur le territoire vendéen est reparti assez nettement à la hausse au cours du printemps dernier (+3,1 %). L'évolution de la population active, qui a été observée pendant cette période, a toutefois permis de voir le taux de chômage départemental se maintenir à un niveau stable (7,5 %).

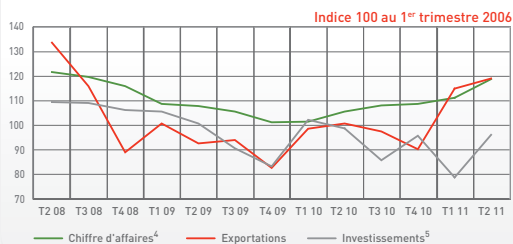
La consommation des ménages résiste, mais les investissements immobiliers sont toujours orientés à la baisse

Dans un contexte économique pourtant assez incertain, notamment au regard de la dégradation du marché de l'emploi, le deuxième trimestre 2011 a été marqué par un très important rebond de la consommation des foyers vendéens. L'évolution des collectes de TVA montre, en effet, que les achats de biens et services effectués dans le département ont fortement progressé au cours de cette période (+11,6 %). Cette envolée du volume des dépenses des ménages n'aura pas été soutenue par les acquisitions de voitures neuves (-28,7 %), ces dernières s'étant inscrites en très net repli après l'arrêt de la prime à la casse.

Le marché automobile n'a pas été le seul à enregistrer une importante dégradation de ses résultats. En effet, la construction de logements a, elle aussi, connu un nouveau mouvement de recul assez marqué (-8,1 %), après celui qui avait déjà été observé lors du premier trimestre (-11,8 %). Le nombre des mises en chantiers devrait toutefois finir par repartir à la hausse dans un avenir plus ou moins proche. C'est, tout de moins, ce que laisse espérer la forte progression des autorisations de construction qui a été mesurée sur les six premiers mois de l'année (+16,7 % au 2^{ème} trimestre, après +22,9 % au 1^{er}).

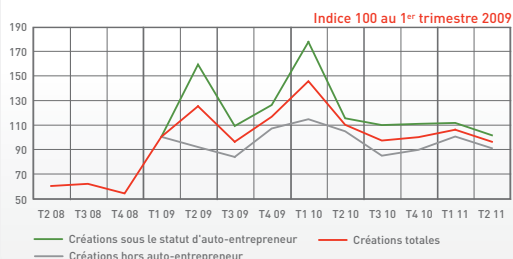
Activité des entreprises

Sources : Direction Départementale des Finances Publiques de la Vendée - Direction Générale des Douanes.



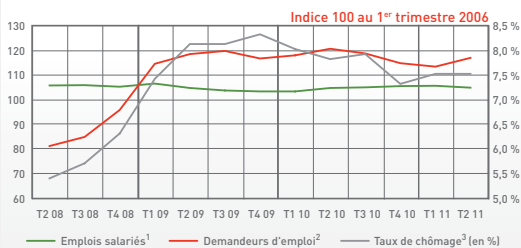
Créations d'entreprises

Source : INSEE.



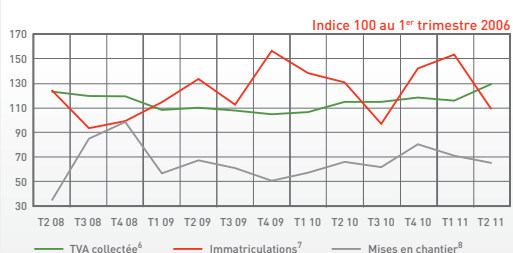
Emploi et marché du travail

Sources : Pôle Emploi Pays de la Loire - INSEE Pays de la Loire - DIRECCTE Pays de la Loire.



Dépenses des ménages

Sources : Direction Départementale des Finances Publiques de la Vendée - INSEE - DREAL Pays de la Loire.



- 1 : Emplois salariés du secteur marchand hors agriculture. Données provisoires corrigées des variations saisonnières.
- 2 : Demandeurs d'emploi de catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi. Données corrigées des variations saisonnières.
- 3 : Taux de chômage localisés : nombre de chômeurs rapporté à la population active actualisée [donnée trimestrielle corrigée des variations saisonnières, susceptible d'être révisée, source INSEE].
- 4 : Chiffre d'affaires des entreprises soumises au régime réel normal.
- 5 : Investissements des entreprises soumises au régime réel normal.
- 6 : TVA collectée par les entreprises soumises au régime réel normal.
- 7 : Immatriculations de voitures particulières neuves.
- 8 : Constructions de logements ordinaires commencées.

Activité des entreprises

	Vendée			Pays de la Loire		France	
	Valeur	Variation	Variation	Variation	Variation	Variation	Variation
Créations³	2^{ème} trimestre 2011	Trimestrielle¹	Annuelle²	Trimestrielle¹	Annuelle²	Trimestrielle¹	Annuelle²
Industrie	76	-5,0 %	+16,9 %	+0,3 %	-18,0 %	-4,7 %	-23,7 %
Construction	117	-18,8 %	-23,5 %	-4,3 %	-4,5 %	-7,5 %	-10,9 %
Commerce	394	+15,5 %	0,0 %	+1,1 %	-7,8 %	+3,1 %	-12,9 %
Services	422	-23,0 %	-22,3 %	-12,7 %	-11,2 %	-13,3 %	-14,7 %
Créations totales	1.009	-9,3 %	-12,6 %	-7,0 %	-9,8 %	-7,6 %	-14,1 %
dont statut auto-entrepreneur	525	-9,0 %	-12,1 %	-1,5 %	-9,5 %	-3,5 %	-16,5 %
Chiffre d'affaires⁴ (en euros)	2^{ème} trimestre 2011	Trimestrielle¹	Annuelle²	Trimestrielle¹	Annuelle²	Trimestrielle¹	Annuelle²
Industrie	2.739.942.183	+13,2 %	+14,0 %	+8,2 %	+12,6 %	+3,4 %	+10,3 %
Construction	652.621.307	+9,5 %	+11,0 %	+3,6 %	+12,6 %	-1,2 %	+12,0 %
Commerce	2.700.134.005	+10,0 %	+15,3 %	+5,2 %	+7,6 %	+4,4 %	+11,2 %
Services	1.633.714.407	-6,2 %	+6,2 %	-10,4 %	+4,5 %	-5,6 %	+7,8 %
Total	7.947.108.900	+6,9 %	+12,6 %	+1,5 %	+8,7 %	+0,1 %	+9,7 %
Investissements⁵ (en euros)	2^{ème} trimestre 2011	Trimestrielle¹	Annuelle²	Trimestrielle¹	Annuelle²	Trimestrielle¹	Annuelle²
Industrie	113.777.724	+20,4 %	+44,3 %	+6,3 %	+36,9 %	-24,5 %	+14,0 %
Construction	20.930.077	+17,4 %	-16,7 %	+35,0 %	+15,3 %	-0,6 %	+8,4 %
Commerce	61.189.883	+46,8 %	+18,9 %	+21,1 %	+10,5 %	-7,6 %	+9,7 %
Services	162.169.179	+20,6 %	-24,4 %	-4,7 %	-2,3 %	-10,3 %	+8,6 %
Total	374.850.444	+22,2 %	-2,6 %	+2,6 %	+8,2 %	-13,2 %	+9,8 %
Exportations (en euros)	2^{ème} trimestre 2011	Trimestrielle¹	Annuelle²	Trimestrielle¹	Annuelle²	Trimestrielle¹	Annuelle²
Produits agroalimentaires	152.189.213	+9,7 %	+38,7 %	-5,3 %	+26,4 %	-0,6 %	+16,2 %
Biens d'équipement	97.206.385	-3,4 %	+11,5 %	-4,6 %	+1,6 %	-0,1 %	+7,5 %
Matériels de transports	177.146.345	+37,2 %	+17,6 %	-1,9 %	-48,0 %	+4,9 %	+0,4 %
Autres produits industriels	79.200.886	-31,5 %	+3,6 %	-2,1 %	+20,3 %	-0,3 %	+7,5 %
Total	517.520.539	+3,6 %	+18,3 %	-3,9 %	-8,0 %	+0,6 %	+7,3 %

Sources : INSEE - Direction Générale des Impôts - Direction Départementale des Finances Publiques de la Vendée - Direction Générale des Douanes.

Emploi et marché du travail

	Vendée			Pays de la Loire		France	
	Valeur	Variation	Variation	Variation	Variation	Variation	Variation
Emploi salarié⁶	2^{ème} trimestre 2011	Trimestrielle¹	Annuelle²	Trimestrielle¹	Annuelle²	Trimestrielle¹	Annuelle²
Industrie	52.101	-0,7 %	-0,5 %	-0,5 %	-1,6 %	-0,1 %	-0,7 %
Construction	20.403	+0,2 %	+3,0 %	-0,3 %	-0,1 %	+0,2 %	+0,3 %
Tertiaire	96.709	-0,9 %	-0,1 %	-0,1 %	+1,4 %	+0,3 %	+1,6 %
Total	169.213	-0,7 %	+0,1 %	-0,2 %	+0,5 %	+0,2 %	+1,1 %
Marché du travail	2^{ème} trimestre 2011	Trimestrielle¹	Annuelle²	Trimestrielle¹	Annuelle²	Trimestrielle¹	Annuelle²
Demandeurs d'emploi⁷	21.308	+3,1 %	-2,6 %	+1,9 %	-2,8 %	+1,5 %	+1,5 %
Sexe masculin ⁷	10.195	+2,6 %	-4,5 %	+1,7 %	-5,4 %	+1,6 %	-0,8 %
Sexe féminin ⁷	11.113	+3,6 %	-0,7 %	+2,1 %	-0,1 %	+1,4 %	+4,1 %
Moins de 25 ans ⁷	3.701	-2,0 %	-14,1 %	+1,1 %	-9,9 %	+2,2 %	-4,4 %
Plus de 50 ans ⁷	4.955	+7,0 %	+13,5 %	+4,4 %	+11,8 %	+3,6 %	+13,0 %
Longue durée ⁸	14.121	+1,5 %	+9,4 %	+1,0 %	+8,0 %	+1,9 %	+10,0 %

Sources : Pôle Emploi National - Pôle Emploi Pays de la Loire - DIRECCTE Pays de la Loire - STMT - DARES - INSEE.

Dépenses des ménages

	Vendée			Pays de la Loire		France	
	Valeur	Variation	Variation	Variation	Variation	Variation	Variation
Consommation	2^{ème} trimestre 2011	Trimestrielle¹	Annuelle²	Trimestrielle¹	Annuelle²	Trimestrielle¹	Annuelle²
TVA collectée ¹⁰ (en euros)	1.113.013.029	+11,6 %	+12,5 %	+4,6 %	+9,1 %	+1,2 %	+11,0 %
Immatriculations de voitures particulières neuves	3.875	-28,7 %	-16,2 %	-21,0 %	-10,3 %	-13,2 %	-6,6 %
Immatriculations de voitures particulières d'occasion	nd	nd	nd	nd	nd	+1,5 %	+1,0 %
Logement	2^{ème} trimestre 2011	Trimestrielle¹	Annuelle²	Trimestrielle¹	Annuelle²	Trimestrielle¹	Annuelle²
Encours de crédits à l'habitat (en euros)	8.466.053.000	+2,0 %	+8,0 %	+2,0 %	+7,7 %	+2,0 %	+8,4 %
Logements ordinaires autorisés	2.045	+16,7 %	+43,9 %	-0,7 %	-34,7 %	-1,4 %	+6,3 %
Logements ordinaires commencés	1.488	-8,1 %	-0,9 %	-8,0 %	-8,5 %	-17,3 %	+8,2 %

Sources : Direction Générale des Impôts - Direction Départementale des Finances Publiques de la Vendée - Banque de France - INSEE - SOeS Sit@del2.

1 : Evolution calculée par rapport aux résultats du trimestre précédent (T/T-1).

2 : Evolution calculée par rapport au même trimestre que l'année précédente (T/T-4).

3 : Les statistiques de créations d'entreprises concernent l'ensemble des activités marchandes hors agriculture (données brutes). Depuis le premier janvier 2009, les statistiques de créations d'entreprises incluent les créations en auto-entrepreneur.

4 : Chiffre d'affaires des entreprises soumises au régime réel normal.

5 : Investissements des entreprises soumises au régime réel normal.

6 : Emplois salariés du secteur marchand hors agriculture. Données provisoires corrigées des variations saisonnières.

7 : Demandeurs d'emploi de catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'em-

ploi, sans emploi. Les valeurs présentées sont corrigées des variations saisonnières.

8 : Demandeurs d'emploi de catégorie ABC : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi, ou ayant exercé une activité réduite courte (78 h ou moins au cours du mois) ou ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 h au cours du mois). Les valeurs présentées sont corrigées des variations saisonnières.

10 : TVA collectée par les entreprises soumises au régime réel normal.

nd : non disponible